

[Texte]

[Interprétation]

[Texte]

[Texte]

• 1040

The Chairman: Are you directing a question?

Mr. Douglas (Assiniboia): Yes, that is my question. Do the dairy producers as a whole understand that their industry or the people that represent them have agreed to such a concept?

Mr. Williams: Obviously I cannot answer, Mr. Chairman, for dairy producers in their totality but I can speak on behalf of those people who make their representations to the Department in respect of the dairy farmers of Canada, namely their national and provincial organizations, and I think that it is very well accepted that the subsidy program should be limited to Canadian utilization.

I think that there is some misconception about the industry being a closed one. I do not think anybody has suggested that where it is valid that exports should be carried out and are able to be carried out at prevailing prices in the export markets that these should not be carried out. Incidentally, our exports of Canadian dairy products have been sizeable over the years—there is no argument about that at all. For example, in the last year of record we exported 44 million pounds of cheese, 7 million pounds of evaporated milk, 127 million pounds of powder, 4 million pounds of casein, and just under 1,000 pounds of whole milk powder—that is an industry that has fallen off very sharply.

In contra distinction to that our total imports were only 27 million. So we are in a net export position. But the industry's representatives in general have agreed that it is not reasonable to extend the support program to products in excess of domestic requirement.

The Chairman: I suppose this question could be redirected when the Dairy Farmers of Canada are before the Committee.

Mr. Douglas (Assiniboia): My understanding was that the dairy industry had agreed to tailor their production to Canadian requirements, and that is what I meant by a closed industry.

Mr. Williams: If I could give a supplementary answer, I think the major organizations have agreed that it would be desirable in terms of the subsidy to tailor it to this

combien de producteurs laitiers en sont vraiment conscients?

Le président: S'agit-il d'une question...

M. Douglas (Assiniboia): Oui, c'est là une question que je veux poser. Est-ce que les producteurs laitiers dans l'ensemble, leur industrie ou les personnes qui les représentent, ont accepté un tel concept?

M. Williams: Je ne saurais, bien entendu, répondre au nom de l'ensemble des producteurs laitiers, monsieur le président. Je peux parler au nom des personnes qui ont fait des instances auprès du ministère au nom des producteurs laitiers du Canada, soit leurs organisations nationale et provinciales, et je pense que l'on accepte très bien que le programme de subventions doive s'en tenir à l'utilisation au Canada.

Je pense qu'on ne comprend pas tout à fait que ce soit là une industrie fermée. Personne n'a dit, lorsque cela est valable, que des exportations qui pourraient avoir lieu aux prix régnants sur le marché de l'exportation ne devraient pas être faites.

En passant, les exportations de produits laitiers canadiens ont été assez importantes au cours des années. C'est très clair. Au cours de la dernière année, nous avons exporté 44 millions de livres de fromage, 7 millions de livres de lait évaporé, 127 millions de livres de lait en poudre, 4 millions de livres de caféine, et un peu moins de mille livres de poudre de lait entier, ce qui représente une baisse considérable pour cette dernière industrie.

A l'opposé, nos importations n'étaient que de 27 millions. Ainsi la balance nette est favorable aux exportations. Mais les représentants de l'industrie ont accepté dans l'ensemble, qu'il n'était pas raisonnable d'étendre les programmes des prix de soutien aux produits excédentaires par rapport au marché domestique.

Le président: Je suppose que cette question pourrait être posée lorsque les producteurs de lait du Canada viendront témoigner devant le Comité.

M. Douglas (Assiniboia): Je croyais que l'industrie laitière avait convenu de régler la production en fonction des exigences du marché canadien. C'est ce que j'entends par une industrie fermée.

M. Williams: Je pense, si on me permet de fournir une autre réponse, que les principales organisations de l'industrie ont convenu qu'il serait souhaitable, pour ce qui est des subven-